Crise au Burundi : l'UA réaffirme son attachement au dialogue politique

@rib News, 14/06/2015 – Source APS – L'Union africaine (UA) a réaffirmé, dimanche à Johannesburg, son attachement au dialogue pour trouver une solution politique "consensuelle" à la crise au Burundi, appelant toutes les parties burundaises à la reprise du dialogue au plus tard dans un délai d'une semaine. L'UA, à travers son Conseil de paix et de sécurité (CPS), a réaffirmé sa conviction que "seuls le dialogue et le consensus, dans le respect de l'accord de la constitution du Burundi, permettront de trouver une solution politique durable, garantissant la préservation et la consolidation de la paix, ainsi que le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit", a indiqué le Commissaire à la Paix et à la Sécurité en Afrique, Smail Chergui (photo).

Pour accélérer la recherche d'une solution politique consensuelle à la crise au Burundi, le CPS a appelé à la reprise du dialogue entre toutes les parties burundaises au plus tard dans un délai d'une semaine sous la facilitation conjointe de l'UA, des Nations unies et de la CAE (communauté de l'Afrique de l'Est). Le dialogue inter-burundais portera, selon M. Chergui, sur les mesures à prendre pour créer des conditions favorables à la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles, ainsi que sur toutes les questions faisant l'objet de divergences entre les parties. Le Conseil a réitéré son soutien aux "efforts soutenus" que déploie la CAE, soulignant "la pertinence" des mesures convenues par les sommets tenus à Dar Es-Salaam, les 13 et 31 mai 2015, notamment l'appel pour le report des élections et la cessation immédiate de la violence. Il a, ainsi, décidé le déploiement d'une mission d'observation de l'UA si les conditions de la tenue d'élections libres, transparentes et régulières, conformément à la Charte africaine de la démocratie, des élections et la gouvernance sont réunies. Le CPS a également décidé le déploiement "immédiat" des observateurs des droits de l'homme de l'UA et d'autres personnels civils, ainsi que d'autres experts militaires de l'UA, provenant tant de la région que d'autres régions du continent pour vérifier le processus de désarmement des milices et autres groupes armés. Le CPS a exprimé, en outre, sa déception face à l'échec du dialogue politique initié par l'envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, soulignant que la situation actuelle pourrait remettre en cause les acquis "importants" enregistrés à la suite de la signature de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'accord de cessez-le-feu de 2003 et affecter la stabilité de la région. L'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, avait annoncé jeudi qu'il renonçait à son rôle de médiateur dans le dialogue pour sortir le Burundi de la crise politique qui agite le pays depuis fin avril. Le Conseil a désigné, par ailleurs, Pr Ibrahim Fall comme nouveau représentant spécial de la présidente de la Commission pour la région des Grands Lacs et chef du Bureau de liaison de l'UA au Burundi.